Le 23 avril 2020 — Alfred ON.



Réduire la vulnérabilité du système d'approvisionnement alimentaire en augmentant la capacité provinciale d'abattage et de mise en marché des produits agricoles locaux.

Winston Churchill aurait dit au terme de la 2^e guerre mondiale : « il ne faut jamais gâcher une bonne crise » (« *Never let a* good crisis *go to* waste »). En ce temps de pandémie du COVID-19, cette phrase prend tout son sens pour l'agriculture ontarienne.

La crise COVID-19 aura ébranlé tout le système d'approvisionnement alimentaire et inquiété l'ensemble de la communauté agricole. Notons les incertitudes liées au programme des travailleurs étrangers et des contraintes de gestion de quarantaine ainsi que les changements drastiques dans la demande des produits laitiers forçant les producteurs à adapter rapidement leur production. Cette crise aura également des répercussions économiques importantes.

À l'apogée de la crise, néanmoins se lève un vent de changement questionnant la vulnérabilité du système d'approvisionnement alimentaire en conséquence de notre dépendance probablement trop importante aux produits étrangers. La souveraineté alimentaire de l'Ontario et du Canada constitue l'un des enjeux importants issus de cette pandémie.

L'Union des Cultivateurs Franco-Ontariens (UCFO) se réjouit de l'annonce récente des Comtés Unis de Prescott-Russell (CUPR) portant sur la création d'un Centre de transformation et de distribution agroalimentaire sous réglementation fédérale dans l'est de l'Ontario. L'UCFO appuie ce projet dans la mesure où la vulnérabilité des producteurs d'élevages de l'est et du nord-est de l'Ontario sera diminuée face aux fermetures ou restrictions d'accessibilité aux abattoirs de l'Ouest ou du Nord-Est américain. Dans cette mouvance actuelle de la souveraineté alimentaire et du « manger local », il est impératif que des installations de transformation et de distribution soient accessibles aux plus petits producteurs, aux producteurs de la relève et aux producteurs d'élevages de spécialité et biologiques. De plus, un tel projet de proximité permettra de diminuer les coûts et les contraintes de transport tout en favorisant le bien-être animal.

Pour que le « manger local » ne soit pas que transitoire et pour en assurer sa pérennité dans l'atteinte d'une souveraineté alimentaire mieux affirmée, il est primordial de soutenir les producteurs locaux émergents à intégrer un système de transformation et de distribution agroalimentaire conforme aux principes fondamentaux de salubrité des aliments et de traçabilité.

L'UCFO entend donc poursuivre ses représentations auprès des instances provinciales et régionales pour assurer les intérêts des producteurs agricoles et supporter le succès de tels projets, notamment en insistant sur l'importance de former des inspecteurs fédéraux, d'adapter la réglementation pour augmenter le développement des marchés, de créer des programmes de support financier et technique pour permettre aux producteurs agricoles émergents, locaux et de spécialité, d'intégrer le système d'approvisionnement agroalimentaire ontarien.

L'UCFO s'investit dans la défense et la représentation des droits et intérêts de plus de 2000 fermes familiales franco-ontariennes.

Pour plus d'informations :

Danik Lafond

Directeur général Union des cultivateurs franco-ontariens 613-488-2929 poste : 100 direction@ucfo.ca

Janie Renée Myner
Agente de développement / communication
Union des cultivateurs franco-ontariens
613 488-2929 poste : 102
communication@ucfo.ca